

Unité départementale des Hauts-de-Seine
Service Risques et Installations Classées
de Paris et des Hauts-de-Seine
167/177, avenue Joliot-Curie BP 102
92 013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 22/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TELEHOUSE EUROPE (i 5637)

137 Boulevard Voltaire
75 011 Paris

N°GUN / N°GUP : 0007405506/5637 (E)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/09/2023 dans l'établissement TELEHOUSE EUROPE implanté 137 Boulevard Voltaire 75011 Paris. L'inspection a été annoncée le 14/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TELEHOUSE EUROPE
- 137 Boulevard Voltaire 75 011 Paris
- Code AIOT : 0007405506
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site exploite un système de refroidissement par des tours aéro-réfrigérantes (4 TAR installées) de type « Tour hybride fermées » situées en terrasse R+4. Par le risque de propagation de légionelles associé à leur exploitation, ces équipements relèvent de la rubrique 2921 de la nomenclature des

installations classées pour la protection de l'environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plan d'amélioration de l'Analyse Méthodique des Risques (AMR) ;
- Prévention du risque légionelle ;
- Stratégie de traitement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Analyse méthodique des risques (AMR) – Actions correctives	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Stratégie de traitement préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Fiabilité de l'analyse en cas de traitement continu	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.3.b	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Procédure > 1 000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.2	/	Sans objet
6	Procédure > 100 000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Procédure Flore interférente	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a remis lors de la visite une révision datée du 16/12/2022 de l'AMR révisée établie par bureau VERITAS et d'autres documents tels que la fiche de stratégie de traitement et des extraits du plan de surveillance.

L'inspection a vérifié le bon état de deux TAR en toiture-terrasse et a constaté que les bassins et corps d'échange sont propres, à défaut de justification écrite qu'ils sont neufs (ou ont dûment été remis à neuf).

Par ailleurs, il ressort que l'examen des documents transmis lors de la visite ou postérieurement à celle-ci a fini par mettre en évidence des incohérences ou omissions entre AMR, fiche de stratégie de traitement et extraits du plan de surveillance... Parfois, ces documents ne concordent pas entre eux.

Ces points négatifs (ou de progression...) relevés par l'inspection des ICPE sont donc visés en observations n°1 à 4.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Analyse méthodique des risques (AMR) – Actions correctives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
Prescription contrôlée : La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'analyse méthodique des risques (AMR) a été révisée le 16 décembre 2022 par la société BUREAU VERITAS. Cette AMR révisée fait état de la réduction du nombre de facteurs de risques puisque ceux-ci sont au nombre de 25 le 04/01/2022 et de 10 le 16/12/2022 (cf page 5 de l'AMR). Par ailleurs, l'AMR révisée ne relève pas de non conformité en page 5. A noter que l'exploitant aurait récemment entrepris des travaux lourds de réfection des 4 TAR(S) tels que changement des packings et pare-gouttelettes et aurait procédé à une réfection de l'étanchéité des bassins. Une note récapitulative a été demandée par l'inspection en cours de visite à ce sujet afin de conclure à une totale conformité de l'installation sur ces équipements

importants. Mais l'exploitant a juste transmis la liste des travaux réalisés à l'inspection des IC le 11/10/23 et a mis en avant le remplacement des moteurs, turbines, arbres de transmission, protection de transformateurs, plots anti-vibratoires, et autres batteries anti-panache. Toutefois, l'inspection a bien fait le constat en toiture-terrasse sur deux TAR que les bassins et corps d'échange sont propres, à défaut de justification écrite qu'ils sont neufs (ou ont dûment été remis à neuf).

De plus, cette AMR révisée mentionne :

a) pour le Plan de surveillance analytique pour l'eau d'appoint (page 20) :

- l'absence de données pour le Titre Alcalimétrique Complet (TAC) et l'absence de procédure en cas de dérive ;
- l'absence de justification pour la non prise de la conductivité et des chlorures (non prise en compte de valeurs seuils et de procédures en cas de dérive) ;

L'AMR révisée préconise de compléter le plan de surveillance avec les valeurs seuils pour chaque paramètre et les actions correctives en cas de dérive.

b) pour le Plan de surveillance analytique pour l'eau de circuit (page 19):

- l'absence de données pour la turbidité et l'absence de procédure en cas de dérive ;
- l'absence de données pour le Titre Alcalimétrique Complet (TAC) et l'absence de procédure en cas de dérive ;
- l'absence de justification pour la non prise de la flore totale ;

c) Par ailleurs, elle recommande en conclusion (page 5) de formaliser le surveillant des installations ainsi que son suppléant et d'être vigilant sur l'injection du produit anti-tartre/anti-corrosion.

d) L'exploitant a indiqué lors de la visite qu'il disposait :

- de « manchons de corrosion » (un pour chaque TAR) ;
- de chloromètres ;

Cependant, l'AMR révisée n'évoque pas la présence de ces deux types d'équipement de traitement biocide et de suivi de la qualité intrinsèque du circuit, ni des méthodes de suivi pour l'un et l'autre, en particulier dans l'annexe 2 « volet conception ».

Type de suites proposées :

Observation n° 1

L'exploitant doit compléter l'AMR révisée du 16/12/2022 pour les données non fournies (DNF) et les procédures manquantes en cas de dérive en pages 19 et 20 tant pour le réseau d'eau d'appoint, que pour le circuit proprement dit. L'exploitant doit donc compléter le plan de surveillance et aussi :

- viser le fonctionnement des équipements « manchons de corrosion » et « chloromètre » et leurs modalités de fonctionnement ;
- formaliser la désignation du surveillant des installations, ainsi que de son suppléant ;
- être vigilant sur l'injection des produits anti-tartre et anti-corrosion ;

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Stratégie de traitement préventif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.</p> <p>Pour les nouvelles installations, ou en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et démontre l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des <i>Legionella pneumophila</i> par la réalisation d'analyses hebdomadaires en <i>Legionella pneumophila</i>, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir trois analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L.</p>
<p>Constats :</p> <p>La stratégie de traitement en eau réalisée en 2023 indique comme traitement préventif :</p> <ul style="list-style-type: none"> – un traitement par biocide oxydant (produit Spectrus OX909) – un traitement par biocide non-oxydant (produit Spectrus NX1164) <p>L'exploitant a changé de stratégie de traitement en 2019. Lors de la visite, l'exploitant a montré la fiche de stratégie de traitement indiquant le mode d'injection du biocide oxydant est en continu tandis que le biocide non oxydant est injecté une fois par semaine avec arrêt de déconcentration. L'exploitant a informé oralement l'inspection que dans sa nouvelle stratégie de traitement, il utilise un chloromètre CL17, soit un appareil qui est destiné à contrôler en continu la teneur en chlore d'un flux d'échantillon.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté la procédure d'utilisation et la notice de l'appareil présent dans le carnet de suivi de l'installation. L'appareil analyse l'efficacité du traitement.</p> <p>Cependant, l'AMR révisée du 16/12/2022 ne faisait aucune mention de cet appareil tant dans le « volet conception » (annexe 2) que le « volet exploitation » (annexe 3), ou le « volet maintenance » (annexe 4). Ce point a déjà été évoqué en observation n°1.</p> <p>De fait, le plan de suivi VEOLIA présenté en inspection mentionne une valeur cible entre 0,5 et 1,5 ppm, comme valeur d'alerte < 0,5 ou > 1 ppm, et < 0,5 ou > 1,5 ppm comme valeur d'action (sachant que la teneur en chlore total à 0,2 ppm est susceptible de créer un risque de développement bactérien, et une teneur à 1,5 ppm est susceptible de provoquer un risque de corrosion des métallurgies acier et cuivre). Cependant, ces valeurs d'alerte et d'action ne sont pas reprises exactement, et surtout validées, dans l'AMR révisée du 16/12/2022 en page 19.</p>
Type de suites proposées :

Observation n° 2

L'exploitant doit mettre en cohérence et faire valider les valeurs d'alerte et d'action pour le chlore total figurant dans la stratégie de traitement (plan de suivi VEOLIA) avec celles figurant dans l'AMR révisée du 16/12/2022 en page 19.

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N°3 : Plan de surveillance – valeurs cibles et valeurs d'action d'alerte pour les rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles

Prescription contrôlée :

Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau du circuit, dont les modalités sont définies ci-dessous. Pour chaque indicateur, l'exploitant définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'action.

Les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs sont réalisés par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'assurer une gestion efficace du risque de prolifération et de dispersion des légionelles. Toute dérive implique des actions curatives et correctives déterminées par l'exploitant, dont l'efficacité est également suivie par le biais d'indicateurs.

L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de la surveillance pour tenir compte des évolutions de son installation, des connaissances en matière de gestion du risque légionelles et des impacts de l'installation sur l'environnement.

Constats :

L'analyse méthodique des risques préconise dans son plan d'action (cf page 21 par ex) de « Formaliser un plan de surveillance des eaux de rejet incluant les paramètres réglementaires et les produits de décomposition des produits injectés avec des valeurs cibles et seuils et la périodicité de leurs analyses. »

L'exploitant a indiqué avoir recensé les principales substances attendues concernant les produits de décomposition mais ne dispose pas de suffisamment d'informations de la part des «fabricants» de molécules pour en définir des valeurs seuils.

Observation n°3

En conséquence, l'inspection demande de formaliser pour chaque indicateur de suivi défini pour les rejets :

- des valeurs cibles ;
- des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'action ;
- compléter pour chaque paramètre les actions correctives en cas de dérive (azote par ex);

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N°4 :

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.3.b - Fiabilité de l'analyse en cas de traitement continu

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles

Prescription contrôlée :

b) Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles

Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet, sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le procédé à refroidir, ce point sera situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans le flux d'air.

Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.

Les modalités du prélèvement, pour le suivi habituel ou sur demande des installations classées, doivent permettre de s'affranchir de l'influence des produits de traitement.

En particulier, si une injection ponctuelle de biocide a été mise en œuvre sur l'installation, un délai d'au moins quarante-huit heures après l'injection doit toujours être respecté avant le prélèvement d'un échantillon pour analyse de la concentration en Legionella pneumophila, ceci afin d'éviter la présence de biocide dans le flacon, ce qui fausse l'analyse.

En cas de traitement continu à base de biocide oxydant, l'action du biocide dans l'échantillon est inhibée par un neutralisant présent dans le flacon d'échantillonnage en quantité suffisante. Les dispositions relatives aux échantillons répondent aux dispositions prévues par la norme NF T90-431 (avril 2006) ou par toute autre méthode reconnue par le ministère en charge des installations classées.

Constats :

L'exploitant met en œuvre un traitement continu à base de biocide oxydant au spectrus OX909 à raison d'un dosage 60g/m³ eau neuve à ajuster en fonction du résiduel oxydant en circuit (0,5 ppm à 1 ppm de chlore total) d'après la fiche de stratégie de traitement.

Cependant, la fiche de traitement et l'AMR révisée du 16/12/2022 ne justifie pas les dispositions prises pour assurer la représentativité des analyses en légionelles dans le cadre de ce traitement biocide oxydant en continu.

Type de suites proposées : Avec suites

Observation n°4

L'exploitant doit justifier les dispositions prises pour assurer la représentativité des analyses en légionelles dans le cadre du traitement biocide oxydant en continu dans l'AMR et la fiche de stratégie de traitement. Par ailleurs, le laboratoire doit aussi être informé de ces dispositions préalablement à son mode opératoire d'analyse vis à vis de la norme NF T 90-431.

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Procédure > 1 000 UFC/L

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.2

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles

Prescription contrôlée :

2. Actions à mener si les résultats d'analyse selon la norme NF T90-431 (version 2020) mettent en évidence une concentration mesurée en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L

a) Cas de dépassement ponctuel :

En application de la procédure correspondante, l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau, et les actions correctives prévues, en vue de rétablir une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L.

Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (version 2020). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.

b) Cas de dépassements multiples consécutifs :

Au bout de deux analyses consécutives mettant en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant procède à des actions curatives, à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives complémentaires pour gérer le facteur de risque identifié.

Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (version 2020). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.

Au bout de trois analyses consécutives mettant en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées, par télécopie et par courriel, précisant la date des dérives et les concentrations en *Legionella pneumophila* correspondantes, les causes de dérives identifiées et les actions curatives et correctives précédemment mises en œuvre. Il procède à nouveau à des actions curatives, à la recherche de la ou des causes de dérive, met en place des

actions correctives et procède à la révision de l'AMR existante en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de cette dérive.
La mise en place d'actions curatives et correctives et la vérification de leur efficacité sont renouvelées tant que la concentration mesurée en Legionella pneumophila est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L.
Des prélèvements et analyses en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (version 2020) sont effectués tous les quinze jours jusqu'à obtenir trois mesures consécutives présentant une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L.
c) Dans tous les cas, l'exploitant tient les résultats des mesures et des analyses de risques effectuées à la disposition de l'inspection des installations classées. Les dépassements sont consignés dans un tableau de suivi des dérives joint au carnet de suivi.
Constats : Une procédure en cas de dépassement du seuil de 1 000 UFC/L existe. Lors de la visite, l'exploitant a présenté le document à l'inspection des installations classées qui a pu constater qu'elle est complète.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°6 : Procédure > 100 000 UFC/L

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (version 2020) mettent en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 100 000 UFC/L</p> <p>a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention : « Urgent & important, tour aérorefrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau ».</p> <p>Ce document précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les coordonnées de l'installation ; – la concentration en Legionella pneumophila mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ; – la date du prélèvement ; – les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation. <p>En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production, et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en Legionella pneumophila dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion.

Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ;

b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (version 2020). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté ;

c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (version 2020) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois ;

d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de la dérive et en mettant en œuvre les mesures nécessaires à sa gestion ;

e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident ainsi que la fiche de la stratégie de traitement définie au point I. Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application.

Un exemplaire de ce rapport est annexé au carnet de suivi, tel que défini au point IV des présentes consignes d'exploitation. Le dépassement est également consigné dans un tableau de suivi des dérives, joint au carnet de suivi ;

f) Dans les six mois suivant l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV.1 du présent article ;

Constats :

Une procédure en cas de dépassement du seuil de 100 000 UFC/L existe. Lors de la visite, l'exploitant a présenté le document à l'inspection des installations classées qui a pu constater qu'elle était complète.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N°7 : Procédure Flore interférente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.3

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles

Prescription contrôlée :

3. Actions à mener si le dénombrement des *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (version 2020) est rendu impossible par la présence d'une flore interférente

a) L'exploitant réalise immédiatement un nouveau prélèvement en vue de l'analyse en *Legionella*

pneumophila selon la norme NF T90 431. Il procède ensuite à la mise en place d'actions curatives, afin d'assurer une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L dans l'eau du circuit.

b) Si le dénombrement des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (version 2020) est à nouveau rendu impossible par la présence d'une flore interférente, l'exploitant procède sous une semaine à la recherche des causes de présence de flore interférente et à la mise en place d'actions curatives et correctives.

c) Suite à la mise en place de ces actions et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (version 2020). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.

Constats :

Une procédure en cas de détection de flore interférente existe. Lors de la visite, l'exploitant a présenté le document à l'inspection des installations classées qui le juge complet.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet